

Progrès, incertitudes : *la mafia albanaise, évolutions 2007*

Bertrand Monnet

EDHEC Business School

Professeur

Département Management & stratégie

Directeur scientifique de l'IMARISC

Déclarations politiques fracassantes, arrestations en séries, limogeages massifs de fonctionnaires corrompus, démantèlement de réseaux, promulgation de lois radicales : face au crime organisé, le gouvernement Berisha, élu en juin 2005, semble adopter une attitude résolument opposée à celle de son prédécesseur.

L'énergie avec laquelle cette lutte est mise en œuvre est encourageante. Elle ne suffit pas, cependant, à laisser penser que la mafia albanaise est en danger. Déraciner cette organisation criminelle nécessitera sans doute d'unir des forces politiques, judiciaires, policières et économiques pendant plusieurs années.

Car la mafia albanaise est une *société* criminelle, dans la double acception du mot. C'est d'abord une *entreprise*, dont la puissance financière s'appuie sur la rentabilité exponentielle de divers trafics. C'est aussi une *communauté* humaine, dont le pouvoir s'exerce sur un pays entier. Au-delà de l'optimisme qu'elles suscitent, c'est donc dans leurs effets réels sur cette puissance et ce pouvoir qu'il faut analyser les mutations que vit la mafia albanaise depuis 2005.

Principales mesures de lutte contre la mafia

Depuis septembre 2005, gouvernement Berisha a indéniablement entrepris une lutte énergique contre la mafia albanaise, articulée autour de diverses actions :

Lutte contre les clans mafieux.

Les actions anti mafia du gouvernement Berisha consistent d'abord en une attaque frontale des clans criminels en Albanie même. Cette stratégie de guerre à outrance contre la mafia a vite donné des résultats concrets et encourageants : dans le pays, 12 clans majeurs ont été démantelés depuis octobre 2005. Plus de 150 membres de familles mafieuses ont été arrêtés lors de ces opérations, soutenues par la création de comités anti-traffic, équivalents locaux des GIR français. De tels chiffres changent totalement de la passivité des gouvernements précédents. La lutte contre les structures criminelles elles-mêmes se mène également à l'étranger. En liaison avec le Bureau de Coordination Internationale du Ministère de l'Ordre public, plus de 90 opérations de police ont visé les clans albanais en Macédoine, Italie et Turquie.

Lutte contre la corruption

Cette action contre les clans mafieux s'accompagne logiquement d'une éradication des départements administratifs « anesthésiés » par la mafia. Si les douanes sont encore peu touchées, le Service intérieur de Contrôle du Ministère de l'Ordre public a procédé à l'arrestation de 43 de ses propres fonctionnaires, entre octobre 2005 et juillet 2006. Il est utile de noter que ces opérations ont également visé policiers, commissaires et hauts fonctionnaires du Ministère.

Amélioration de l'outil législatif

En plus de cet usage fort nouveau de la loi contre les criminels, Berisha a fait voter plusieurs lois et amendements permettant d'optimiser encore la lutte antimafia, notamment en amendant l'article 298 du code pénal albanais, requalifiant en crime le trafic d'êtres humains, jusqu'alors, un simple délit. Une loi instituant l'obligation de posséder une carte d'identité a aussi été votée, son application devant certainement attendre quelques années. Mais le gouvernement Berisha a surtout fait voter une loi interdisant pour trois ans toute navigation côtière aux *scafi*. Entrée en vigueur en avril 2006, cette loi frappe de plein fouet l'un des supports techniques principaux des trafics ci-dessus décrits.

Portée actuelle du plan Berisha

L'énergie avec laquelle est menée cette lutte autant que ses résultats sont très encourageants. Reste que son impact réel sur la puissance de la mafia albanaise doit être pour l'heure fortement relativisé...

Version complète du document (25 pages) sur le site du Département de Recherche sur les Menaces Criminelles Contemporaines :

www.drmmc.org

(cliquer sur *Notes d'alerte* en page d'accueil)